

CE MONDE QUI BOUGE

Alep-Mossoul, lectures croisées

Amnesty International a réclamé mardi une enquête internationale sur les crimes commis contre les civils par l'Etat islamique (EI, Daesh) mais aussi par certaines forces irakiennes et la coalition internationale menée par les Etats-Unis dont les bombardements ont fait de nombreuses victimes. En effet, plus qu'à Alep, le prix de la reconquête de Mossoul a été très lourd. Après neuf mois de combats, cette ville de 3,2 millions d'habitants, ex-capitale économique de l'Irak, bâtie sur les restes de l'antique Ninive, a été complètement dévastée, réduite à l'état de ruines par les frappes de la coalition internationale. On ne sait toujours pas combien de civils, de terroristes et de militaires ont été tués. Quant au calife autoproclamé Abou Bakr Al-Baghdadi, il semble qu'il a bel et bien été tué par une frappe russe à Raqqa.

La comparaison, en matière de traitement médiatique, avec Alep est de ce fait frappante. Concernant cette ville, on avait vu les médias occidentaux, français notamment, insister sur les ravages causés par les bombardements russes et syriens parmi la population civile syrienne, s'interrogeant sur la lâcheté d'Obama qui avait laissé Poutine agir impunément. Le nombre de victimes civiles d'Alep avait été exagérément gonflé. Chiffres et images à l'appui, provenant d'une seule et unique source – les Casques blancs syriens, ces sauveteurs liés à la mouvance islamiste tendance Frères musulmans – donnaient d'Alep l'image d'une ville réduite à un champ de ruines.

Quand Alep a été reprise, la réalité s'est avérée tout autre. Le «Srebrenica» annoncé (allusion au massacre des Bosniaques musulmans par les Serbes en 1995) à grands renforts de propagande par les médias occidentaux n'avait pas eu lieu. Et le siège d'Alep-Est (du 17 novembre au 16 décembre 2016) a fait moins de morts – 462 selon l'Office syrien des droits de l'Homme (OSDH), ONG proche de l'opposition syrienne – que la guerre d'Israël à Gaza de juillet-août 2014 (2 175 civils tués). Enfin, le nombre de civils et combattants évacués d'Alep-Est s'élevait, selon le bilan définitif établi par l'ONU, à 37 500 personnes : ils n'étaient donc pas 200 000, voire 300 000 qui étaient assiégés par l'armée syrienne, comme le martelaient imprudemment plusieurs médias et dirigeants occidentaux, mais moins de 40 000. Mossoul reconquise, il reste encore Raqqa, le fief de l'EI en Syrie et Deir Ezzor. Et la crise provoquée à l'origine par l'envahissement de l'Irak par les Etats-Unis en mars 2003 et qui a enfanté ce monstre qu'est Daesh, va perdurer. Que ce soit en Syrie ou en Irak, le conflit fratricide frappant ces deux pays s'est, en partie, confessionnalisé, voire ethnicisé, aggravant de fait les fractures socioreligieuses et ethniques existantes. Des vies ont été détruites, les blessures sont profondes et le tissu social s'est considérablement détérioré. La fragmentation en micro-entités ethnico-confessionnelles de la Syrie, mais aussi de l'Irak, est une réalité. Elle a mis en lumière la fragilisation des constructions étatiques héritées des accords Sykes-Picot de 1920.

De ce fait, la victoire remportée par les forces irakiennes à Mossoul ne doit pas masquer ce qui est en train de se tramer à l'insu des peuples d'une région qui regorge de pétrole. En effet, pendant que l'armée irakienne délogeait Daesh de Mossoul, les Peshmergas kurdes de Barzani, théoriquement alliés de Baghdad, profitaient de la situation pour consolider leurs positions au nord de Mossoul mais aussi à Kirkouk, qui était jusqu'en 2014 sous contrôle du régime irakien. Et ce, avec l'aval de la Turquie, dont les forces sont présentes en Irak, et qui peine à cacher ses ambitions territoriales : pour Tayyip Erdogan, il l'avait déclaré, Mossoul appartient à la Turquie ! Ce sont là autant de bombes à retardement.

Pour conclure ce tableau pas du tout réjouissant, on est enclin à penser, au regard de cette configuration éclatée, résultat de cinq ans de conflit, que la Syrie et l'Irak de demain risquent fort de ne pas ressembler aux pays que l'on a connus avant 2011. Un nouveau partage de la région, sans doute différent de celui issu des accords Sykes-Picot de 1920, semble se dessiner avec en perspective des conflits à venir, une évolution sur laquelle Russes et Américains tenteront de peser au mieux de leurs intérêts géostratégiques. Avec donc l'élimination de Daesh comme organisation territorialisée, c'est-à-dire d'une organisation disposant d'un territoire, une guerre est en train de se terminer, mais un autre risque de bientôt commencer.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

ILS ONT PEUR D'ÊTRE RECONDUITS DANS LEUR PAYS

La hantise des migrants nigériens

Depuis leur arrivée en Algérie, des centaines de migrants africains vivent dans la hantise d'une expulsion, synonyme d'un retour vers l'enfer et peut-être même de mort pour certains. La traversée du désert est longue, interminable avec, au bout, un territoire ravagé par les guerres, la sécheresse et la famine...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Alors bien sûr, comparée aux affres endurées au nord du Mali et du Niger et d'autres pays africains confrontés au même drame, l'Algérie prend l'aspect d'une terre paradisiaque. Celle où le climat et la sécurité offrent à toutes ces femmes accompagnées d'enfants, tous ces hommes en quête de survie des moments de répit troublés cependant par l'appréhension d'être forcés au retour vers les terres qu'ils viennent de fuir. Avec angoisse, ils tentent de se renseigner auprès de chaque journaliste qui se présente à eux. «Savez-vous s'ils vont nous ramener là-bas... on nous a dit qu'ils allaient venir nous chercher...»

La question était encore sur toutes les lèvres hier sous le pont de Baba-Ali où des dizaines de familles nigériennes ont trouvé refuge depuis le mois de Ramadhan dernier. La nuit va presque tomber, mais la majorité de la population qui occupe les lieux est absente. «Ils sont dehors, sur les routes à la recherche d'eau et de nourriture, ils ne viennent ici que pour dormir», explique un jeune resté char-

gé de la surveillance de son jeune frère de deux ans et demi. Trente minutes à peine après notre arrivée sur les lieux, des petits groupes commencent à arriver. Tous s'inquiètent : «Ils avaient dit qu'ils allaient nous ramener chez nous après la fête de l'Aïd, mais il n'y a rien eu. Mais depuis lundi, on a entendu dire que cela n'allait pas tarder à arriver. Pour nous, ce serait une catastrophe.» L'un d'eux, le plus âgé, préfère aller en détails. «Je m'appelle Saïd, ici tout le monde me connaît. Nous voulons adresser un message à notre gouvernement, aux hommes politiques de notre pays pour leur dire que ce sont eux qui sont responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous avons des gens fatigués, épuisés et surtout mal nourris, beaucoup de personnes que nous connaissons sont mortes ou vont mourir là-bas parce qu'ils ne font rien, ils nous ont conduits à la misère. (Là-bas), les gens sont parfois obligés de voler ou de faire des choses incroyables pour un petit peu d'argent. Nos gouvernants portent la responsabilité de l'état dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.»

Tout autour de Saïd, un autre groupe de jeunes écoute sans broncher. Avec des propos parfois déconcertants, il poursuit : «Les Algériens veulent nous renvoyer chez nous, je veux dire le gouvernement, mais nous, nous n'avons pas de problèmes avec les citoyens. Lorsqu'on va solliciter des marchands pour une aide, ils ne refusent jamais. Parfois, il faut insister, mais jamais ils nous disent non. Certains font même le déplacement jusqu'ici pour nous aider, nous amener des choses dont nous avons

besoin. Mais nous aussi, on ne veut pas de problèmes.» Une discussion s'engage entre lui et deux femmes voilées. Les Nigériennes lui rappellent que «les plus sages» ont donné consigne aux jeunes de ne pas «commettre d'actes interdits par la loi». «Il n'y a pas de voleurs parmi nous, et si quelqu'un entrave nos directives, nous sommes prêts à l'emmener nous-mêmes chez la police. Nous n'avons pas intérêt à ce que ce genre de situation survienne, car toute une population risque de payer pour un morceau de pain volé.»

Pour éviter de susciter la crainte des citoyens, consigne a également été donnée pour que les déplacements s'effectuent en famille. Les enfants envoyés pour demander l'aumône sont toujours sous la coupe de la mère. Les jeunes évoluent quant à eux sous le regard de leurs aînés. Les récents propos tenus par des responsables algériens ne sont pas passés inaperçus.

«Hier, on a écouté la radio et appris ce que l'on dit de nous. Nous, on ne peut pas savoir ce qu'il y a, mais cette nuit, personne n'a dormi ici par crainte de représailles. Nous avons eu très peur car nous pensions qu'ils allaient peut-être venir avec des armes nous emmener. Mais il n'y a rien eu.

La police ne nous embête pas, personne ne s'est déplacé comme vous le dites pour nous recenser. Nous sommes seuls dans cette immense ville. Seuls à vivre avec cette peur de voir des bus débarquer un matin pour nous jeter dans le désert»...

A. C.

APRÈS UN MOIS ET DEMI DE VACANCE DU POSTE

Bouteflika nomme un nouveau ministre du Tourisme

Abdelaziz Bouteflika a procédé, hier, à la nomination d'un nouveau ministre du Tourisme et de l'Artisanat, mettant ainsi fin à la vacance de ce poste qui aura duré un mois et demi. Le nouveau ministre, qui complète le cabinet de Abdelmadjid Tebboune, à savoir Hacène Marmouri, est un cadre issu du secteur de la culture.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier dans la journée, la présidence de la République s'est suffi juste de l'annonce. On y lit, en effet : «Conformément à l'article 93 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a nommé, ce jour, M. Hacène Marmouri ministre du Tourisme et de l'Artisanat.»

Selon nos informations, le nouveau membre du gouvernement exerçait, jusqu'à hier, la fonction de directeur de la culture dans la wilaya d'El-Oued. Auparavant, il était directeur du comité de lecture du Salon international du livre d'Alger, le Sila.

Selon toujours nos propres infor-

mations, Hacène Marmouri n'a aucune attache partisane, en tout cas, il n'a été proposé par aucun parti politique. Du coup, c'est le Mouvement populaire algérien, le MPA de Amara Benyoune, qui perd définitivement le portefeuille qu'il devait avoir dans le gouvernement Tebboune. Marmouri succède, en effet, pour rappel, à l'énigmatique et éphémère ministre du Tourisme, Messaoud Benagoun dont la nomination, puis le limogeage, trois jours plus tard, le 28 mai dernier, ont défrayé la chronique. Quoi qu'il en soit, le nouveau titulaire du poste aura vraiment du pain sur la planche.

Classé secteur stratégique lors de la fameuse réunion restreinte présidée par Abdelaziz Bouteflika en 2014, pour faire face à la chute brutale des prix des hydrocarbures, le tourisme reste, assurément, le maillon faible de ce dispositif mis en place pour combler le manque à gagner provoqué par l'effondrement des marchés pétroliers.

Si des secteurs comme l'industrie ou l'agriculture ont enregistré des progrès et des résultats notables ces trois dernières années, le tourisme demeure, lui, non seulement un secteur pas du tout rentable, mais quasiment sinistré...

K. A.

DÉCÈS

Les familles Kebci, Kabi et Kaloun des Ouacifs (Tizi-Ouzou) ont la douleur d'annoncer le décès de M^{me} veuve Kaloun née Kabi Yamina, rap-
pelée à Dieu, hier, à l'âge de 104 ans.

L'enterrement aura lieu ce jeudi au cimetière du village.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

CONDOLÉANCES

Attristés par le décès de M^{me} veuve Kaloun née Kabi Yamina la direction, la rédaction et l'ensemble du *Soir d'Algérie* présentent à leur ami et collègue Kebci Mohamed leurs sincères condoléances et l'assurent de toute leur sympathie.

Que Dieu accueille la défunte
en Son Vaste Paradis.